

COLLÈGE INTERARMÉES  
DE DÉFENSE



# LA CHINE JOUE-T-ELLE UN ROLE DANS LE SOUTIEN DE LA GUERILLA MAOISTE AU NEPAL ?

Mémoire de géopolitique  
du chef de bataillon Vincent Laville  
dans le cadre du séminaire « géopolitique de l'Asie orientale »

Sous la direction de Madame Valérie Niquet,  
Directeur de recherches à l'Institut de Recherche  
Internationale et Stratégique.

Avril 2005

# **SOMMAIRE**

**LA CHINE JOUE-T-ELLE UN ROLE DANS LE SOUTIEN DE LA  
GUERILLA MAOISTE AU NEPAL ?**

**Première partie : L'environnement géopolitique du Népal**

**Seconde partie : Le mouvement maoïste au Népal**

**Troisième partie : Perspectives**

## LA CHINE JOUE-T-ELLE UN ROLE DANS LE SOUTIEN DE LA GUERRILLA MAOISTE AU NEPAL ?

### Introduction.

Depuis près de dix ans se déroulent au Népal des événements dramatiques qui n'intéressent qu'à la marge les pays occidentaux. Et pour cause, quel intérêt y aurait-il à se préoccuper d'un petit pays enclavé au cœur de l'Himalaya, bien loin des zones de tensions du proche et Moyen-orient, où se focalisent les médias du monde entier. Et pourtant, le Népal se situe bel et bien le long d'un arc de crises géopolitiques<sup>1</sup> (Cachemire, Tibet) flanqué de zones à risques : le Xinjiang chinois et ses indépendantistes ouïgours soupçonnés de liens avec des réseaux islamistes, le nord-est indien autour de l'Assam, aux foyers séparatistes récurrents. Désaccords frontaliers, guerre de position, insurrection séparatiste, guérilla, tous les types de contentieux sont représentés dans cette région. De surcroît, cette zone de tensions parmi les plus denses de la planète sépare deux puissances majeures : l'Inde et la Chine.

Le fait de voir aujourd'hui aux prises un royaume autoritaire avec des révolutionnaires marxistes-léninistes-maoïstes apparaît au vingt et unième siècle totalement anachronique, et l'on peut se demander quelle la main étrangère se cache derrière cette guérilla maoïste, quels moyens lui permettent de subsister si longtemps, quelle puissance aurait intérêt à faire basculer le Népal dans le chaos ?

Et pour l'observateur extérieur, une question spontanée et légitime s'impose d'emblée : quel est le rôle de la Chine populaire dans l'apparition d'une insurrection qui se réclame de la pensée de Mao Zedong ?

A première vue, indubitablement aucun, si ce n'est indirectement, en ayant inspiré des mouvements similaires dans les pays voisins trente ans auparavant et en permettant la poursuite du trafic d'armes le long de ses frontières avec l'Inde et la Birmanie. Et pourtant, les choses sont beaucoup moins évidentes qu'il n'y paraît, et de nombreuses zones d'ombre subsistent au cœur d'un maillage complexe de relations inter étatiques et intra étatiques. Par exemple, le fait que le palais et l'armée

---

<sup>1</sup> Voir annexe 4

soient restés à l'écart des hostilités pendant plus de cinq années, que longtemps les maoïstes aient bénéficié d'une réelle bienveillance parmi de larges pans de la population ne constitue pas les moindres paradoxes de ce conflit.

Cette complexité nous impose d'aborder l'étude de ce conflit qui déchire le Népal au travers de plusieurs prismes : historique, géopolitique, politique et sociologique, afin de se faire une idée juste et cohérente de la problématique népalaise et de pouvoir répondre à la question posée.

C'est pourquoi la première partie resituera le Népal dans son environnement géopolitique en évoquant précisément les relations de cet état himalayen avec l'Inde et la Chine ; puis la seconde partie expliquera les tenants et les aboutissants du conflit, ce qui nous montrera notamment que la guérilla maoïste ne relève pas d'un phénomène de génération spontanée. Enfin nous essaierons de dégager quelques perspectives d'avenir tout en esquissant la nouvelle donne liée à l'arrivée dans la zone des Etats-Unis d'Amérique.

## **1. Environnement géopolitique du Népal**

Pays enclavé au passé riche et instable, le Népal tire sa particularité de sa situation géographique. Etat tampon entre la Chine et l'Inde, le Népal entretient des liens ambigus avec ses deux puissants voisins.

### **1.1 Rappel historique.**

Le Népal moderne est créé dans la deuxième moitié du dix-huitième siècle lorsque que Prithvi Narayan Shah (1742-1775), le chef de la petite principauté de Gorkha, unifie un certain nombre d'Etats indépendants des contreforts de l'Himalaya. Le pays est fréquemment appelé le royaume Gorkha, l'origine du terme *gurkha* employé pour désigner les soldats népalais au service de la Grande-Bretagne.

A la fin du dix-huitième siècle, les héritiers de Prithvi Narayan Shah sont incapables de maintenir un contrôle politique effectif du Népal. Le pays sombre dans une période d'agitation, confirmée par la défaite du Népal contre les chinois en 1792, et contre les anglais en 1816. La stabilité est retrouvée après 1846 quand la famille Rana accapare de manière héréditaire le poste de Premier Ministre, reléguant le monarque à un rôle de représentation. Le régime Rana, une autocratie fortement

centralisée, poursuit une politique isolationniste, coupant le Népal de toutes influences externes. Cette politique permet au Népal de maintenir son indépendance nationale pendant l'ère coloniale, mais elle contrecarre également le développement économique du pays.

En 1950, le roi Tribhuvan, un descendant direct de Prithvi Narayan Shah, se sauve de sa prison dorée pour rejoindre l'Inde nouvellement indépendante. Avec l'aide de Nehru, il revient au pouvoir au Népal et un premier ministre ne faisant pas partie de la famille Rana est nommé. Pendant les années 50, un projet de constitution est rédigé instituant une forme représentative de gouvernement, basée sur un modèle britannique.

Au début de 1959, le roi Mahendra promulgue la nouvelle constitution, et les premières élections démocratiques sont organisées. Le parti du congrès népalais, un parti socialiste modéré, remporte largement les élections. Son chef, B.P Koirala forme son gouvernement et devient premier ministre.

Déclarant dix huit mois plus tard l'échec de la démocratie parlementaire, le roi Mahendra démet le gouvernement de Koirala et promulgue une nouvelle constitution le 16 décembre 1962. Celle-ci établit le système sans parti des *panchayats* (conseils) que le roi considère comme une forme démocratique de gouvernement plus proche des traditions népalaises. En tant que structure pyramidale partant des villages pour atteindre le Rastriya Panchayat ou parlement national, le système du *panchayat* instaure une monarchie absolue et installe le roi à la tête de l'Etat avec une autorité complète sur toutes les instances gouvernementales, y compris le Cabinet (conseil des ministres) et le parlement.

Le roi Birendra, son fils de 27 ans, succède au roi Mahendra en 1972. Sous la pression des manifestations estudiantines et antigouvernementales de 1979, le roi Birendra appelle à un référendum national pour décider de la nature du futur gouvernement du Népal, soit la conservation du système du *panchayat* amélioré par des réformes démocratiques, soit l'établissement du multipartisme. Le référendum a lieu en mai 1980 et le système du *panchayat* l'emporte d'une courte tête. Le roi institue les réformes promises, y compris celle du choix du premier ministre par le Rastriya Panchayat.

Les habitants des zones rurales avaient eu l'espoir d'être mieux représentés après l'adoption de la démocratie parlementaire en 1990 à la suite de nouvelles émeutes. Quand il devient évident que les réformes agraires promises n'auront pas lieu, les

ruraux de certaines parties du pays vont décréter leurs propres réformes pour s'émanciper des propriétaires terriens. En réaction contre ce mouvement, le gouvernement népalais organise une féroce répression qui entraîne l'élimination de plusieurs activistes, mais aussi la radicalisation de beaucoup d'opposants.

Le 12 février 1996 voit le lancement de la *guerre du peuple* d'inspiration maoïste, une insurrection dont le but affiché est de renverser la monarchie parlementaire et d'établir une république communiste, une « démocratie populaire ». Menée par le Dr. Bhattarai et Pushpa Kamal Dahal (plus connu sous le nom de *Prachanda*), les maoïstes annoncent la création d'un « gouvernement du peuple » temporaire au niveau local en plusieurs endroits du territoire.

En juin 2001, le prince héritier Dipendra tire sur les convives au cours d'une réunion familiale faisant dix victimes, parmi lesquelles le roi Birendra et la reine Aiswary, avant de retourner l'arme contre lui. Gyanendra, le frère de Birendra hérite alors du trône.

En octobre 2002, le roi démet le gouvernement, incapable de maîtriser l'état insurrectionnel du pays. Ironie du sort, il démet à nouveau le même premier ministre Deuba, entre-temps redevenu premier ministre en 2004, pour les mêmes raisons le premier février 2005.

Qui plus est, par un saisissant retour en arrière, le roi Gyanendra a nommé à ces côtés deux octogénaires ultraroyalistes, le docteur Tulsi Giri et Kiri Bista, qui avaient dirigé le gouvernement de son père dans les années 60, lors de la « démocratie sans parti » des *panchayat*, inventée alors par la monarchie népalaise<sup>2</sup>.

## 1.2 Le triptyque Népal-Chine-Inde

Pékin a été l'une des premières capitales à condamner les rebelles et à assurer officiellement Katmandou de son soutien en décembre 2001 ; dans les deux années précédentes, les diplomates chinois avaient accusé les maoïstes népalais de salir le nom du grand timonier, et au plus fort des offensives maoïstes du printemps 2001 le ministre de la défense puis le premier ministre chinois étaient reçus en visite officielle au Népal. Aucun indice ne permet de douter de la traduction de cette position dans la pratique. Les contacts entre le PCM-N<sup>3</sup> et la Chine ne sont pas

---

<sup>2</sup> Le figaro du mardi 8 mars 2005

<sup>3</sup> Parti Communiste Maoïste-Népalais

attestés et les armes de la rébellion ont généralement une toute autre origine. Fondamentalement, la position de la Chine face à la crise népalaise actuelle reste conforme à l'histoire de ses relations avec le royaume himalayen. C'est que, depuis cinquante ans, la doctrine chinoise est en parfaite harmonie avec la doctrine népalaise : modérer l'influence de l'Inde sur le Népal, sans dépasser le point où la souveraineté népalaise serait en péril<sup>4</sup>. La reconnaissance par le Népal de la souveraineté de la Chine populaire sur Taïwan et le Tibet va dans le même sens.

En effet, si la situation géostratégique du Népal est celle d'une puissance mineure prise en tenaille entre deux puissances formidables, il faut immédiatement constater que, vues de Katmandou, celles-ci ne sont pas équivalentes. Le grand escalier sur lequel le Népal est assis ouvre avant tout sur le bas. Au nord, des passes difficiles vers le quasi-désert du Tibet chinois, au sud des accès innombrables vers les plaines parmi les plus peuplées du monde. Les conséquences économiques, culturelles et politiques en sont lourdes.

Comme nous l'avons vu précédemment, l'Etat-nation que l'on connaît aujourd'hui a été constitué à la fin du dix-huitième siècle par les ancêtres de la dynastie actuelle, les Shah de Gorkha. Ces souverains hindous ont imposé leur suzeraineté à l'ensemble des principautés de l'Himalaya central. Ce processus politique parachevait celui, démographique, d'une colonisation lente de la bande d'altitude moyenne (800-2000m) par des immigrants de langue indo-aryenne organisés en castes et venus de l'Inde actuelle. Ces « Indo-Népalais » forment toujours l'élite intellectuelle et politique du royaume. Se proclamant dès son origine la vraie patrie des hindous, préservé de la domination Monghole et de l'annexion britannique, le Népal est jusqu'aux années cinquante administré selon les normes sociales, religieuses et économiques de type indien, spécifiant notamment la division hiérarchique en castes et définissant l'allégeance politique individuelle en vertu des statuts fonciers et rituels.

Le nationalisme népalais puise ses racines dans une conception du domaine des Shah comme le refuge des hindous persécutés par les maîtres musulmans de la plaine, puis

---

<sup>4</sup> Voir paragraphe suivant : la vision géopolitique de la Chine

comme le dernier bastion résistant à la puissance de « l'empereur des mers », la Grande-Bretagne. Cette vision est explicitée en termes naturalistes qui opposent l'austérité et la bravoure des montagnards à l'oisiveté et à la soumission des populations des plaines. Ainsi dès leur origine les népalais, ou du moins l'élite politique Gorkhali, voyaient leur pays comme un sanctuaire de l'Inde hindoue, idéale, menacée par l'Inde réelle. A cette représentation de l'environnement culturel correspondait une attitude stratégique particulière, prescrite par le fondateur même du Népal, Narayan Shah : maintenir de bonnes relations avec les empereurs du nord et du sud, en sachant que les menaces viendraient avant tout du sud. Menaces militaires lorsque les maîtres de la plaine tenteraient d'en contrôler les marges montagnardes, menaces économiques et culturelles par les allées et venues incessantes des gens des plaines, porteurs de dégénérescence. Cette prémonition se confirma : si la Chine intervint militairement en 1792 et en 1854 pour garantir sa suzeraineté sur le Tibet, elle ne s'en prit pas aux acquis territoriaux ni à la souveraineté des Népalais. Les Britanniques, en revanche, imposèrent au Népal à partir de 1816 ses frontières actuelles ; s'accaparant notamment la plaine méridionale du Teräi ; ainsi que sa tutelle diplomatique et militaire. L'oligarchie des Rana, qui écarta les souverains du pouvoir effectif entre 1846 et 1950, conforta cette influence britannique en autorisant notamment le recrutement de citoyens népalais dans l'armée des Indes, les Gurkhas.

La tutelle de New-Delhi sur les affaires népalaises fut soigneusement préservée par l'Inde indépendante. En 1951, Nehru imposa au roi Tribhuvan et aux partis démocratiques népalais en lutte contre les Rana un compromis qui garantissait à ceux-ci une présence dans le cadre de la nouvelle monarchie parlementaire. La même année entra en vigueur un traité de commerce et de transit instaurant une liberté totale de circulation des biens et des personnes entre les deux pays. Ce traité est régulièrement dénoncé par la plupart des forces politiques népalaises comme ne prenant pas en compte l'immense déséquilibre économique et démographique entre l'Inde et le Népal. Sa renégociation en 1989 fut l'objet d'un blocus imposé par l'Inde pendant neuf mois. La dépendance économique à l'Inde reste donc lourde : jusqu'en 1980, les deux tiers des échanges népalais se faisant avec l'Inde, et c'est toujours du Sud que provient l'essentiel des matières premières et de l'énergie consommées au Népal. Depuis 1950 enfin, un traité de paix et d'amitié autorise le Népal « à importer

des armes à partir ou à travers le territoire indien », une clause que New Delhi a toujours interprétée comme une interdiction faite au Népal d'acquérir des armes directement à partir de la Chine ou d'un pays tiers.

L'influence de l'Inde ne s'arrête pas à ses composantes stratégiques et économiques. Elle se traduit aussi dans l'expérience individuelle de la plupart des Népalais. Le flux migratoire impulsé par les Britanniques à la fin du dix-neuvième siècle vers les plantations de thé et les fronts pionniers de l'Assam ne s'est tari, 4 millions de Népalais étant aujourd'hui employés en Inde. Dans le sens inverse, de 200 000 à 400 000 citoyens indiens, artisans, manœuvres et négociants, résident dans la plaine méridionale et la vallée de Katmandou. La majorité des diplômés népalais sont passés par les universités indiennes, et le cinéma et la littérature hindi sont partout familiers. Les modèles politiques indiens, enfin, ont sur la vie politique népalaise un poids considérable, depuis l'idéologie jusqu'au langage.

De la Chine au contraire, l'immense majorité des népalais ne connaît que les produits manufacturés. La Chine n'est qu'un parmi les innombrables pays développés existants ; hormis pour les populations des franges nord, elle reste aussi mal connue que les Etats-Unis ou l'Europe.

L'attitude de l'Inde à l'égard des maoïstes népalais jusqu'en novembre 2001 a suscité des soupçons sérieux au Népal. Le fait que New Delhi n'ait jamais avant cette date formellement condamné la rébellion a été mal perçu dans le royaume. Mais surtout, la présence régulière des plus hauts dirigeants maoïstes sur le sol indien depuis plusieurs années ne fait aucun doute. En Août 2001, Prachanda, président du PCN-M, recevait très ouvertement dans sa maison de Siliguri, au Bengale, plusieurs délégations de la gauche népalaise. L'événement ne fit que confirmer définitivement des témoignages publiés dans la presse indienne et qui se multiplièrent ensuite : rencontres entre groupes maoïstes indiens et népalais, entraînement organisé par des rebelles indiens dans les districts népalais limitrophes, va et vient régulier d'activistes à travers la frontière<sup>5</sup>. L'importation au Népal d'armes et d'explosifs à partir de l'Inde se confirma lorsque, à la suite du 11 septembre 2001, les forces

---

<sup>5</sup> Hindustan times du 14 avril 2001 et Assam Tribune du 16 avril 2001

indiennes déployées le long des 1750 km de frontière avec le Népal saisirent des chargements entiers d'équipements militaires en route pour le Népal.

La thèse de certains milieux officiels indiens, rapportée à maintes reprises par les organes de presse, verrait dans les maoïstes la main des services secrets pakistanais, l'ISI. Le Pakistan fournirait des armes aux rebelles en échange de la protection de ses bases dans le sud du Népal et dans la perspective d'une déstabilisation du nord de l'Inde. Si deux diplomates pakistanais furent dans les dix dernières années arrêtés à Katmandou, l'un par la police népalaise, l'autre par les services indiens, une activité significative de l'ISI ou des intégristes musulmans au Népal n'a jamais pu être attestée, notamment la présence de « camps d'entraînement » dans la plaine du Terai, limitrophe de l'Inde.

En revanche, les liens étroits des maoïstes népalais d'une part avec leurs homologues naxalistes indiens, d'autre part avec des associations népalaises en Inde ne font pas de doute. Le PCN-M, le Maoist communist centre (actif au Bihar), le people's war group (Andra Pradesh)<sup>6</sup> et d'autres groupuscules d'Asie du sud ont annoncé en juillet 2001 la constitution d'un comité de coordination baptisé CCOMPOSA<sup>7</sup>. Les zones d'opération des trois membres majeurs de la coalition forment ainsi un « corridor maoïste » allant du Népal à l'Inde centrale et relié à l'Assam et au triangle indo-sino-birman, siège de multiples insurrections et de réseaux de trafic d'armes. La persistance de ces mouvements insurrectionnels peut-être attribuée en partie à la nature de leur terrain d'opération, zones de forêt peu peuplées, en partie au jeu complexe des transactions politiques entre forces politiques d'une part, et entre les Etats régionaux et New Delhi d'autre part.

Katmandou attribue la passivité de l'Inde à l'égard des maoïstes népalais à une forme de pression à son égard. Mais il faut noter que l'utilisation des frontières du Terai par des groupes armés, à des fins politiques ou militaires, n'est pas une donnée nouvelle. Cette question était déjà au centre des tensions entre les autorités britanniques et les Gorkhali au début du dix-neuvième siècle. Et de même, le Bouthan et l'Inde, dont les rapports sont moins empreints de défiance, ont les plus grandes peines à expulser les rebelles assamais de leur frontière commune. Mais les maoïstes népalais bénéficient

---

<sup>6</sup> Voir carte en annexe 2

<sup>7</sup> Coordination Committee of Maoist Parties and Organisation of South Asia

également de relais actifs au sein même des villes indiennes. En décembre 1998, la All India Nepal Society, qui revendique 150000 adhérents au sein de la diaspora népalaise en Inde et qui collecte des fonds en faveur du PCN-M, organisait au cœur de Delhi une vaste manifestation de soutien en faveur de la lutte armée au Népal.

S'il faut chercher des facteurs extérieurs dans l'explication du phénomène maoïste népalais, c'est donc paradoxalement vers l'Inde qu'il faut se tourner plutôt que vers la Chine. L'Inde n'est certainement pas à l'origine de l'insurrection maoïste au Népal et n'y a certainement jamais apporté de soutien direct. Mais il semble que sa célérité à résoudre ce problème, comme celui du partage des ressources hydrographiques ou de la maîtrise des inondations, dépende du degré d'allégeance démontré par le Népal. Puissance régionale majeure dont une grande partie des frontières terrestres sont menacées par des rébellions ou des voisins hostiles, elle est irritée par les tentatives réitérées du royaume de se démarquer de sa sphère d'influence. Et, au-delà de l'Inde comme Etat ou comme foyer insurrectionnel, c'est aussi vers l'Inde comme foyer d'inspiration culturelle et politique qu'il faut se tourner pour comprendre certaines particularités du mouvement maoïste, et aussi bien de la vie politique népalaise en général.

### **1.3 La vision géopolitique de la Chine.**

Depuis les tentatives d'expansion des Gorkhas vers le Tibet en 1792, la Chine, après avoir réagi en envahissant le Népal et en s'emparant de Katmandou, a toujours considéré cet Etat comme tributaire, en clair un de ces états suzerains constituant les « marches de l'empire chinois ».

Il faut ici rappeler que la notion de territoire borné par des frontières indiscutées, si chère aux pays occidentaux, n'est pas du tout ressentie de la même manière par la Chine. L'empire chinois se conçoit comme un ensemble de cercles d'influence concentriques, de moins en moins soumis à sa souveraineté au fur et à mesure que l'on se déplace vers l'extérieur. Cette vision explique l'absence de bornage et de tracé reconnu des frontières. L'obligation faite à la Chine, surtout à partir du dix-huitième siècle, de prendre en compte et de respecter les concepts occidentaux de délimitation des territoires l'a conduite à modifier ses vues et à réclamer des

frontières reconnues, sans toutefois renoncer aux concepts anciens. Elle aurait aimé, et souhaite toujours, que soit entérinée sa conception d'étendue de suzeraineté.

La Chine a toujours donc suivi avec intérêt les événements au Népal et veille à placer ses pions tout en condamnant fermement la rébellion maoïste. En fait l'empire du milieu observe une position d'attente, attendant de voir de quelle manière le conflit interne népalais va tourner dans les années à venir, afin de préserver au mieux ses intérêts.

Le fait géographique ne peut non plus être ignoré. Le Népal se trouve au sud de la région autonome du Tibet, il est donc naturel que cette frontière soit étroitement surveillée puisque le pays des turbulents « Gorkhas » a retrouvé ses frontières communes avec la Chine depuis la reconquête de cette région en 1950 par la Chine communiste.

De plus, depuis la guerre indo-chinoise de 1962, la Chine a renforcé sa politique de séduction de ses petits voisins, comme le Népal, et son soutien actif aux opposants à l'Inde comme le Pakistan. Afin de contrer la vision stratégique de l'Inde, les chinois ont tenté à plusieurs reprises de se rapprocher du Népal.

En 1955 notamment, le roi Mahendra a tenté de s'émanciper de la tutelle indienne en s'efforçant de développer des liens avec la Chine communiste mais les pressions manifestées par l'Inde lui ont montré toutes les difficultés qu'il y a à mettre en place une politique d'équilibre.

En 1960, profitant d'un refroidissement des relations entre le Népal et l'Inde du fait de l'instauration du régime sans parti des Pancayats, la Chine a profité alors immédiatement de la situation pour offrir à son voisin du sud une assistance financière et technique. A nouveau aujourd'hui, du fait du récent coup d'état du roi Gyanendra (janvier 2005), celui-ci ayant révoqué son premier ministre Deuba et son gouvernement et pris seul les rênes du pouvoir, la Chine s'est empressé de renouer le dialogue avec son voisin du sud, profitant notamment du désappointement indien face à ce nouvel échec de la démocratie. Même si les chinois n'y voient officiellement qu'une « affaire interne népalaise », force est de reconnaître que le gouvernement Deuba était jugé beaucoup trop pro-indien et pro-occidental.

Il faut dire également que le roi, isolé après ce coup d'état qui a fortement déplu tant vis-à-vis de l'Inde qu'auprès des pays occidentaux, recherche aussi le soutien de Pékin. La fermeture du bureau du Dalai-Lama à Katmandou ainsi que la suspension

du centre de réfugiés tibétains dans cette même ville montre bien que la Chine avance ses pions prudemment mais sûrement au Népal.

Concernant la guérilla maoïste, la Chine s'est officiellement démarquée de ces encombrants insurgés se réclamant du grand timonier. Ainsi en 2002, Wu Congyong, l'ambassadeur chinois au Népal a déclaré que les maoïstes étaient des hors-la-loi qui détournaient la pensée et l'héritage du grand Mao, assurant le royaume népalais de son soutien pour contenir l'insurrection.

#### **1.4 La vision géopolitique de l'Inde.**

Pour les stratèges indiens, la sécurité du pays est liée sinon au contrôle direct, du moins à la présence de gouvernements amis, à l'intérieur d'un périmètre de sécurité qui court au nord le long de la chaîne himalayenne, de l'Indu Kush (Afghanistan) aux monts Arakan (Birmanie), incluant ainsi les 800 km de lignes de crête népalaises dans leur périmètre de défense.

Toute intrusion d'une puissance extra régionale à l'intérieur de ce périmètre est considérée comme un facteur de déstabilisation. L'intervention soviétique en Afghanistan n'a pas échappé à cette règle en dépit du traité de coopération qui liait l'Inde à l'URSS depuis 1971. Cette perception reproduit largement celle des Britanniques qui avaient fait de l'Afghanistan et du Tibet des Etats tampons entre leur empire et la Russie tsariste d'une part, et la Chine impériale d'autre part.

Ayant sacrifié l'indépendance du Tibet, autant sur l'autel de « l'amitié » avec la république populaire de Chine que faute de pouvoir s'opposer à son annexion, les indiens ont pris conscience en 1962, avec l'humiliante défaite dans la guerre contre la Chine<sup>8</sup>, de la sagesse de la pensée stratégique du colonisateur anglais.

Les impératifs géopolitiques ont souvent amené l'Inde à préférer le *statu quo* et l'apparente stabilité de régimes peu démocratiques mais compréhensifs. Cela s'est vérifié notamment dans les royaumes du Népal et du Bouthan.

New Delhi, avant même l'invasion du Tibet par les troupes chinoises à l'automne 1950, avait repris à son compte les liens plus ou moins étroits de subordination avec les Etats himalayens et réaffirmé, au cas où les communistes chinois en auraient douté, que ceux-ci appartenaient à la sphère d'influence indienne.

En mars 1950, au parlement, Nerhu devait déclarer : « Le gouvernement indien ne peut tolérer une invasion du Népal, d'où qu'elle vienne, même s'il n'existe pas d'alliance entre nos deux pays », lointain écho à l'avertissement lancé en 1910 à la Chine par la couronne britannique, disant que celle-ci s'opposerait à « tout changement administratif au Tibet devant affecter ou porter préjudice à l'intégrité du Népal ou des deux petits états du Bhoutan et du Sikkim ».

Il est également nécessaire de souligner ici l'intérêt qu'il y a pour New Delhi de contrôler le « château d'eau de l'Asie » que représente le Népal.

Concernant la guérilla maoïste, New Delhi considère les insurgés du PCN-M comme des terroristes, parce qu'ils entretiendraient des contacts étroits avec les mouvements séparatistes au Cachemire, en Assam ou encore avec les naxalistes. L'Inde fournit donc toute une panoplie d'armes et organise des formations spéciales aux méthodes de contre insurrection pour les forces de sécurité népalaises. Elle a également renforcé ses contrôles à la frontière indo népalaise pour éviter que les rebelles maoïstes ne pénètrent sur son territoire, mais aussi pour empêcher le trafic d'armes en provenance de son propre territoire. Il faut toutefois remarquer que cette attitude n'a pris réellement effet en 2001, alors que la rébellion a débuté en 1996<sup>9</sup>.

## **1.5 Les relations entre l'Inde et la Chine aujourd'hui.**

Si la démonstration a été faite de la place importante du Népal dans l'antagonisme Inde – Chine, force est de reconnaître que les liens entre ces deux pays se sont raffermis ces derniers temps. En effet les deux géants démographiques de l'Asie ont

---

<sup>8</sup> Lorsque New Delhi se rendit compte en 1962 que la Chine construisait une route stratégique reliant le Xinjiang au Tibet en passant par l'Aksaï Chin, l'Inde prit l'initiative de l'attaque. Depuis la victoire de la RPC, l'armée chinoise occupe toujours 43000 km<sup>2</sup> de ce territoire.

<sup>9</sup> Voir paragraphe 1.2

opéré un spectaculaire rapprochement à l'occasion de la visite en Chine du premier ministre indien en janvier 2005.

La déclaration conjointe signée par la Chine et l'Inde début 2005, à l'occasion de la visite dans l'Empire du milieu du premier ministre indien Vajpayee, pourrait bien marquer une étape importante dans les relations entre les deux géants asiatiques, qui ont, à mots couverts, amorcé la résolution de leurs différends frontaliers. «*Le gouvernement indien a, pour la première fois, reconnu explicitement que la région autonome du Tibet faisait partie du territoire chinois, et a renouvelé son interdiction de toute activité anti-chinoise par les Tibétains sur son territoire*», s'enthousiasme un article du Quotidien du peuple, la voix du Parti communiste chinois. Les dirigeants indiens, eux, nuancent la portée de la déclaration conjointe, estimant que rien n'a vraiment changé dans la position indienne sur le Tibet. Pourtant, l'utilisation dans la déclaration commune de la dénomination chinoise du Tibet, «*région autonome du Tibet*», est bel et bien une innovation diplomatique, suggérant la reconnaissance par l'Inde du statut revendiqué par la Chine pour la région bouddhiste.

Et la même bataille rhétorique a lieu, en sens inverse, sur le Sikkim. En approuvant l'ouverture de la passe de Nathu La comme point de «*commerce transfrontalier*», Pékin reconnaît implicitement que le Sikkim est un Etat indien, ce que la Chine s'était refusé à faire depuis l'annexion de cette zone par l'Inde en 1975. Et si l'Inde se réjouit de cette concession chinoise, Pékin la minimise, en soulignant que la reconnaissance formelle du Sikkim «*ne peut pas se faire en une nuit*».

On voit bien encore là l'importance capitale du facteur temps pour les stratèges et les diplomates chinois.

D'ailleurs, au-delà de la dialectique diplomatique, qui permet à chaque gouvernement de faire des concessions tout en prétendant ne pas les avoir faites, cet accord frontalier entre l'Inde et la Chine cristallise le réchauffement des relations bilatérales entre les deux pays, et pourrait être le signe avant-coureur d'une réorganisation stratégique régionale.

Malgré 22 ans de négociations, c'est en effet la première fois que les deux pays progressent dans la reconnaissance de leurs frontières, motif de tensions depuis le conflit armé de 1962. Et la désignation par la Chine et l'Inde de représentants spéciaux pour les problèmes frontaliers est un signe de leur volonté commune de mettre fin à ces dissensions politiques qui entravent depuis quarante ans le

développement de relations économiques, militaires et culturelles plus étroites. Bien que les deux pays soient voisins et rassemblent un tiers de la population mondiale, leur commerce ne représente à ce jour que 5 milliards de dollars, ce qui signifie que l'Inde pèse autant dans l'économie chinoise que la Belgique.

Sur le plan stratégique, cette visite de six jours, la première d'un premier ministre indien depuis 1993 montre également l'imminence possible d'importants changements. Les relations entre les deux pays s'étaient effectivement tendues en 1998, lorsque l'Inde avait lancé une série de tests nucléaires pour répondre à la «*menace chinoise*». Vajpayee accusait à l'époque la Chine de noyauter l'Inde par ses frontières, en nouant des alliances avec la Birmanie et le Pakistan. L'Inde soupçonne d'ailleurs toujours Pékin de soutenir le programme nucléaire pakistanais, et Vajpayee n'a pas hésité à signifier à Wen Jiabao sa «*déception*» face à l'attitude d'Islamabad envers les militants indépendantistes du Cachemire.

Mais le premier ministre indien a néanmoins déclaré lors de cette visite à Pékin qu'il n'existait «*aucune raison objective de discorde*» entre les deux pays, et qu'aucun des deux «*ne représentait une menace pour l'autre*», un renversement total de position par rapport à 1998. Alors que l'Inde avait renforcé ses relations avec les Etats-Unis, notamment sur le plan militaire, un nouvel axe pourrait bien se dessiner aujourd'hui. Pékin et New Delhi ont en effet décidé de fédérer leurs forces pendant les réunions de l'Organisation Mondiale du Commerce pour mieux défendre les intérêts des pays en voie de développement. Et la Chine a proposé à l'Inde de se joindre à la Russie pour des discussions tripartites régulières sur des thèmes internationaux.

Dans un entretien accordé à un journal chinois avant son arrivée à Pékin, Vajpayee déclarait à propos de l'amélioration des relations entre les deux pays que ce n'était «*que les tout premiers pas d'un chemin long et prometteur*». A l'issue de cette importante visite, même si ces premiers pas semblent aller dans une nouvelle direction, il convient néanmoins de rester prudent et l'Inde surveille toujours avec attention ses frontières du nord tout en voyant d'un mauvais œil la Chine se rapprocher à nouveau du Népal

Si cette première partie a bien montré dans quel environnement géopolitique particulièrement complexe se situait la problématique népalaise, nous allons maintenant nous attacher à étudier plus en détail le mouvement maoïste lui-même.

## **2. Le mouvement maoïste au Népal.**

### **2.1 Les origines du mouvement.**

Le PCN-M se situe dans la droite ligne du naxalisme indien, dont il partage non seulement l'idéologie mais aussi une histoire similaire. En Inde, les mouvements naxalistes sont issus de deux ruptures successives au sein des partis communistes, qui ont vu d'abord les partisans du modèle chinois se séparer de ceux du modèle soviétique (1964), puis, parmi les maoïstes, les radicaux décider du passage immédiat à la lutte armée (1967). Les héritiers de cette ligne, dite « marxiste-léniniste », tiennent toujours aujourd'hui de vastes territoires dans le centre-est (Andra-Pradesh, Bihar).

Le parti communiste népalais, fondé à Calcutta en 1949, joue un rôle très mineur (de par sa taille) dans le combat contre le régime Rana fin 1950. Interdit de 1952 à 1956, il fait preuve d'une audience modeste lors des premières élections législatives de 1959, largement remportées par le parti du congrès népalais, le Nepali Congress. Après le « coup d'Etat » du roi Mahendra en 1960 et l'instauration du régime sans parti des Panchayats, il entre dans la clandestinité. Comme ceux des autres partis, ses cadres iront de détention en exil durant trente ans. En 1962, le secrétaire général Rayamajhi, partisan d'une attitude conciliante envers la monarchie et lié à Moscou, est abandonné par la plupart des dirigeants du parti, qui prônent la lutte contre la dictature des Panchayats ; ils se verront baptisés « pro-Pékin ».

Alors que la ligne soviétique se disloque rapidement, les pro-chinois polémiquent sans cesse sur l'opportunité de la lutte armée et de la coopération avec le Nepali Congress, occasionnant des débats qui recouvrent d'intenses rivalités personnelles. Malgré un radicalisme doctrinal, le nouveau chef du parti, Pupsha Lal Shrestha, hésite à passer à l'acte. Il condamne fermement les « éliminations » de propriétaires terriens dont le comité du district de Jhapa<sup>10</sup> prend l'initiative en mai 1971, imitant les actions des camarades naxalistes indiens quatre ans plus tôt. Mais le

---

<sup>10</sup> Jhapa est limitrophe du district bengalais de Naxalbari, siège historique du naxalisme indien

développement d'une influence locale est cependant mené avec succès, notamment à travers les réseaux personnels des dirigeants dans l'Est et dans la vallée de Katmandou. En 1974, de violentes tensions refont surface, officiellement quant aux positions envers le Nepali Congress, principal parti politique, et la monarchie. Se détachent de Pupsha Lal deux partisans de l'instauration d'une république par la lutte armée : Mohan Bikram Singh et Nirmal Lama. Ils sont suivis par les cellules du Népal occidental, qui constituent le cœur de cette nouvelle faction, baptisée « 4<sup>e</sup> convention ». Cette évolution typique d'un mode de relations politiques centré sur des réseaux personnels aux assises territoriales profondes et sur la rivalité entre leurs chefs marque la rupture entre la quatrième convention et Pupsha Lal. Cet événement préfigurera la géographie future de l'insurrection maoïste.

En effet, dans l'Est et la vallée, les partisans de Pupsha Lal, le PCN marxiste-léniniste, tente de convaincre que la voie vers le socialisme passera par une participation à la monarchie parlementaire et d'abord par une collaboration avec le parti bourgeois du Nepali Congress. Le parti accepte même que ses membres se présentent à titre individuel à des élections organisées par le régime Panchayat. Dans le Moyen-Ouest en revanche, la 4<sup>e</sup> convention, sans prendre les armes contre l'Etat, établit çà et là une autorité parallèle, totalement clandestine, et dont l'influence dans les villages repose en partie sur sa capacité à exercer une coercition physique.

Lorsque, au printemps 1990, les communistes et le Nepali Congress enfin unis parviennent à mettre à bas le régime des Panchayats, le débat sur la participation à la démocratie parlementaire enflamme les multiples groupuscules d'extrême gauche. Car l'institutionnalisation définitive des communistes modérés, réunis dans le PCN-UML (United Marxist Leninist), pose désormais les radicaux comme pôle de ralliement de toutes les forces protestataires. Pour les réseaux et organisations qui ne bénéficient pas de l'assise nationale du NC et d'UML, le pouvoir d'Etat ne pourra se conquérir que dans la rue. Une concurrence vive s'amorce alors entre leaders pour le contrôle de ce champ politique, suscitant de nouvelles scissions et défections. Les luttes autour des investitures électorales, que l'extrême gauche justifie comme un moyen de dénoncer de l'intérieur le régime, achèveront la radicalisation complète de certains groupuscules. L'extrême gauche n'a en effet pas renoncé à briguer des mandats, au titre de la « dénonciation du régime depuis l'intérieur ». Ainsi, deux

factions empêchées par leurs anciens camarades de se présenter aux élections de novembre 1994 fusionneront en mars 1995 pour former le PCN-M.

Leurs chefs respectifs renoncent définitivement à toute velléité électorale, quittent l'arène politique de Katmandou et entrent en clandestinité : Baburam Bhattarai<sup>11</sup>, architecte de formation, principal porte-parole du mouvement lors du lancement de la guerre populaire, s'effacera peu à peu au profit de « Prachanda<sup>12</sup> » (« le terrible »), qui deviendra président du parti en février 2001. Tous deux brahmanes quinquagénaires, issus de classes moyennes de province, leur profil est représentatif de la majorité des membres du comité central.

## **2.2 Le berceau de la guerre populaire.**

C'est vraisemblablement début 1995, après que les communistes majoritaires d'UML eurent remporté les élections législatives, que le PCN-M décide du lancement de la guerre populaire. Reste à déterminer le lieu d'où partira l'insurrection. La chronique officielle du parti présente les districts de Rolpa et Rukum, dans le Moyen-Ouest, comme ayant été le lieu d'un soulèvement spontané contre la répression d'Etat. L'intelligentsia et les médias népalais décriront -a posteriori- cette région comme la plus déshéritée du Népal, ce qui ne correspond guère aux données disponibles.

La géographie humaine et l'économie de Rolpa et Rukum ne se distinguent guère de celles des autres régions densément peuplées (plus de 1000 hab/km<sup>2</sup>) du « moyen Pays » (Pahad) entre l'Himalaya proprement dit et la plaine : l'agriculture associant riz irrigué dans les fonds de vallée (1000-1500 m), maïs sur les versants et élevage sur les crêtes (2000-3000 m) ne suffit pas à assurer l'autosuffisance alimentaire. Mais s'y ajoutent les revenus des mercenaires gourkhas, particulièrement nombreux à Rolpa-Rukum. La région ne connaissait pas en tout cas les crises alimentaires chroniques qui de façon croissante touchent les districts plus occidentaux. Malgré ce

---

<sup>11</sup> Agé de 52 ans, Baburam Bhattarai est diplômé de l'université de Delhi. Son épouse Hisila Yami, qui dirige les milices féminines, a étudié en Grande-Bretagne.

<sup>12</sup> Pushpa Kamal Dahal, 52 ans, secrétaire général du parti et chef de sa branche militaire est un ancien agronome.

qu'affirment les médias de Katmandou, Rukum et Rolpa sont beaucoup moins « reculés » que beaucoup de districts népalais, notamment grâce à la piste qui en période sèche relie Rolpa à la plaine.

On sait en revanche que, depuis 1980 au moins, l'extrême gauche était particulièrement bien implantée dans la région et que des tensions très vives l'opposaient aux cadres locaux du Nepali Congress. Ceux-ci, effrayés par les succès locaux du front uni du peuple (coalition d'extrême gauche) aux élections de 1991, firent appel à leurs contacts au sein du nouveau gouvernement pour obtenir l'intervention de la police. Les forces de l'ordre, sous la direction du ministre de l'intérieur Khum Bahadur Khadka, originaire d'un district voisin et impatient de réduire l'influence des radicaux dans la région, se livrèrent à des abus répétés. Si bien qu'à la veille de 1995 on était entré dans un cycle où les exactions contre les membres du Nepali Congress succédaient aux exactions policières.

Mais, outre le fait qu'à des degrés divers de telles tensions existaient ailleurs au Népal, aucune situation insurrectionnelle proprement dite n'a pu être attestée à Rolpa-Rukum à l'époque. En revanche, la région de Rolpa est la seule où le PCN-M bénéficiait de réseaux locaux conséquents. Elle correspond en effet aux zones périphériques de l'aire d'influence du vieux leader communiste Mohan Bikram Singh, qui dès les années cinquante organisait des brigades de jeunes ruraux contre les « féodaux ». Lorsque la 4<sup>e</sup> Convention, qui dominait la gauche locale depuis 1974, se scinda en 1983 puis en 1995, les cellules de Rolpa et de Rukum suivirent les opposants à Mohan Bikram et se trouvèrent dans l'orbite du PCN-M. Au-delà des ressentiments de la population à l'égard de la police, c'est donc un appareil militant efficace qui était disponible à Rolpa-Rokum.

D'un point de vue stratégique, les foyers favorables aux maoïstes se situent dans les zones périphériques, relativement élevées (2000-3000 m), peu peuplées, à plusieurs heures de marche au moins des routes, mais surtout à l'écart de l'influence des partis institutionnels. Le rôle de l'ethnie magar (44% de la population de Rolpa en 1991) n'est pas à écarter non plus, moins dans son opposition à l'Etat hindou qu'en tant que réservoir traditionnel de mercenaires gourkhas, et donc de compétences militaires. Le choix de Rolpa-Rukum par les dirigeants maoïstes procédait donc en premier lieu de

la géographie politique et militaire. Il existait d'autres zones d'implantation de la gauche révolutionnaire et d'autres régions hors de portée immédiate des forces de l'ordre, mais Rolpa et Rukum remplissaient les deux conditions. L'excentricité de Rolpa et Rukum n'est d'ailleurs que relative. La région reste suffisamment proche de la plaine et de la frontière indienne (deux à trois jours de marche) pour assurer facilement un ravitaillement et un contact avec le commandement, établi dans les villes et en Inde.

A cet égard, les relais maoïstes dans le district de Dang, dans la plaine du Terai immédiatement au sud de Rolpa, se sont révélées très précieuses dans l'établissement et le maintien des positions de Rolpa-Rukum. Au Népal en effet, la circulation des personnes et des biens – mais aussi des idées et des influences – à partir des montagnes suit un axe nord-sud, le long des grands cours d'eau, par les vallées ou les crêtes jusqu'à la plaine, qui donne accès à l'unique axe est-ouest népalais et surtout à l'Inde. Pôle attractif pour les montagnards, chaque sous-région du Terai entretient des liens familiaux et politiques étroits avec les villages d'origine des migrants en amont. Les réseaux établis à Dang depuis les années quatre-vingt par Mohan Vaidya, membre du *politburo* du PCN-M originaire du district, permirent de maintenir l'ouverture vitale vers la plaine et un accès sûr vers et depuis l'Inde à travers le territoire de l'ethnie Tharu, situé de part et d'autre de la frontière. L'importance du couloir de Dang pour les maoïstes a été démontrée par leurs efforts pour briser le verrou mis en place à cet endroit par l'armée durant l'hiver 2001-2002. A la perte de contrôle de Dang en avril 2002 ont succédé le mois suivant des reculs significatifs à Rolpa. Il semble enfin que ce soit vers la plaine et non à travers les montagnes que les maoïstes se sont repliés après cet échec. Selon des sources indiennes, l'intervention de l'armée népalaise depuis novembre 2001 aurait provoqué un afflux de rebelles népalais dans les districts frontaliers indiens du Bihar et de l'Uttar Pradesh. L'établissement de « camps » est même évoqué. Les contacts locaux des maoïstes avec les naxalites, les réseaux de contrebande et certains officiers de la police locale ont été l'objet d'une attention accrue de New Delhi, dans le cadre de sa lutte contre le « terrorisme transfrontalier ».

### 2.3. Déroulement du conflit.

Le 4 février 1996, le parti communiste népalais maoïste posait un ultimatum en quarante points au gouvernement, demandant notamment l'abrogation des traités avec l'Inde et l'établissement d'une démocratie populaire. Le 13 février, dans plusieurs districts ruraux, des groupes de militants mettaient à sac trois postes de police modestes, une agence bancaire, et malmenaient quelques usuriers. Quatre jours après, le parti annonçait officiellement le lancement de la « guerre populaire ». Le Népal fit dans les mois suivants l'expérience d'un phénomène qui depuis trois décennies avait touché plusieurs pays asiatiques et sud-américains : un groupuscule affichant un projet d'inspiration maoïste défie l'Etat en s'attaquant, avec des moyens logistiques très modestes, à l'instrument local de son autorité, la police. En six ans, les affrontements entre les troupes gouvernementales et la guérilla maoïste ont fait environ 10000 morts, paralysé les échanges et la production dans la plupart des districts, et maintiennent les populations des campagnes dans un état de terreur.

Si d'ailleurs les insurrections néo-maoïstes ont été enrayerées, soit par leurs échecs militaires (Thaïlande, Pérou, Philippines...), soit par leur enclavement géographique (Skri-Lanka, Inde), le PCN-M n'a pas cessé d'étendre sa sphère d'activité et sa puissance de feu. En 1996 et 1997, ses attaques restent peu meurtrières (une centaine de morts de part et d'autres) par rapport à ce qu'il adviendra par la suite. Il s'agit, en s'attaquant à de petits postes de police et à des chantiers de construction, au moyen de fusil de chasse et d'armes blanches, de constituer un stock d'armement sommaire. A partir de 1998, la guérilla est alors en mesure d'établir et de défendre des « bases d'appui » sur lesquelles son autorité devient exclusive. Le pillage de banques villageoises et la levée d'un impôt révolutionnaire permettent d'acquérir des équipements plus sophistiqués sur les marchés d'armes clandestins en Inde et en Chine<sup>13</sup>. Plus important, le mouvement peut désormais, dans la plupart des districts ruraux, entretenir un nombre croissant de milices, plus ou moins bien équipées et disciplinées mais qui suffisent à impressionner les villageois et les policiers isolés. Jusqu'en 2000, les affrontements directs avec les contingents policiers dépêchés sur

---

<sup>13</sup> Les maoïstes profitent actuellement de la forte demande chinoise en ingrédients de la médecine traditionnelle tibétaine pour effectuer la contrebande de « cordyceps », un champignon aux vertus revigorantes reconnues.

place sont évités, au profit des éliminations individuelles de cadres locaux des partis institutionnels (Nepali congress et communistes modérés) et autres « ennemis du peuple ».

Les offensives Kilo Sierra (1998-99) et Jungle Search (1999) menées par la police échouent dans l'encerclement des unités combattantes rebelles, extrêmement mobiles. Dès l'automne 2000, le PCN-M entreprend l'attaque de postes de district, où quelques dizaines de policiers sont submergés par des adversaires de dix à vingt fois plus nombreux. Dans une dizaine de districts sur soixante quinze, essentiellement situés dans le moyen-ouest (de Rolpa à Kalikot), le gouvernement ne peut défendre que les chefs-lieux. Dans la plupart des autres districts de montagne, les policiers ne s'avancent plus guère hors de leurs fortins et ne peuvent empêcher la destruction systématique des équipements et l'arrêt des projets de développement.

Le traumatisme suscité par le fameux « massacre du palais », dans lequel le roi et ses proches disparaissent en juin 2001 ouvre une période d'accalmie. Le 23 juillet, les maoïstes et le gouvernement s'entendent sur un cessez le feu et des émissaires des deux parties se rencontrent par trois fois. Cependant le gouvernement refuse de transiger sur les trois principales revendications des rebelles : abolition de la monarchie, formation d'un gouvernement de coalition et élection d'une assemblée constituante. Le 21 novembre 2001, la direction du PCN-M dénonce le cessez le feu et des attaques sont menées dans les jours suivants dans plusieurs chefs-lieux, touchant pour la première fois des garnisons de l'armée royale. Le 26 novembre, le roi Gyanendra proclame l'état d'urgence (réduction des libertés publiques et censure) et l'armée, qui jusque là n'était pas encore intervenue, entre dans le conflit.

Les maoïstes parviennent encore à mener quelques raids spectaculaires dans l'ouest durant l'hiver 2001-2002. Mais depuis la prise de la base de Rolpa en mai 2002, l'armée populaire de libération semble avoir opté pour une « retraite stratégique ». Soigneusement préservée cependant, elle peut être encore mobilisée en dehors de ses bases d'appui quadrillées par l'armée, comme à Argha-Kanci en septembre 2002. De même, la direction du parti a pour le moment échappé aux vagues d'arrestation touchant les militants, malgré l'assistance fournie par les puissances internationales

et régionales (Inde, Chine, Etats-Unis, Grande-Bretagne) à l'Etat népalais dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

Malgré tout, les maoïstes restent actifs et n'hésitent pas à déclencher régulièrement des « grèves populaires » et des « blocus » efficaces. Ainsi en août et en décembre 2004, le « siège » de la capitale Katmandou a permis aux maoïstes de montrer leur puissance et l'autorité qu'ils détiennent réellement sur les populations népalaises.

## **2.4 Comment et pourquoi la rébellion s'est étendue**

Relais personnels locaux, absence de l'Etat, neutralisation réussie des partis institutionnels, tels sont les caractéristiques qui firent de Rolpa-Rukum la principale « base d'appui » des maoïstes. Comment expliquer sa transformation en « zone libérée » en deux ans et l'extension rapide de l'influence maoïste dans des secteurs à la fois étendus et éloignés les uns des autres ? La réussite du mouvement à cet égard a reposé, d'une part, sur l'accumulation rapide d'équipements, d'autre part, sur le maintien d'un capital de sympathie ou d'une attitude attentiste dans l'opinion, parmi les élites en particulier. Grâce aux attaques contre de petits postes de police, de chantiers en construction et de banques, la croissance des moyens militaires et financiers de la rébellion a été particulièrement rapide.

Dans chaque district, une « guérilla », colonne armée d'une vingtaine d'individus, est chargée des opérations d'élimination. Créanciers, cadres villageois du Nepali Congress ou d'UML, officiers de police, informateurs sont traînés devant des « tribunaux populaires » improvisés et exécutés. Une fois installée, la terreur permet à quelques militants locaux faiblement armés d'interdire toute coopération avec les forces gouvernementales. Le rôle des milices a été essentiel dans le succès psychologique de la guerre populaire. Groupes de jeunes recrutés localement, par adhésion volontaire ou contrainte, parfois très peu nombreux dans une localité donnée, ils sont présents partout. Qualifiés indistinctement par les villageois de « maoïstes », agissant autant au gré des conflits intravillageois que sous les ordres de la direction, ils entretiennent le sentiment diffus que la présence militaire du mouvement s'étend à peu près partout, qu'il peut frapper partout.

Mais c'est aussi au centre, dans les milieux gouvernementaux et dans les élites, que l'insurrection a remporté des succès décisifs dans la guerre psychologique. Se fiant aux informations de leurs relais locaux, les gouvernements successifs en sont restés au constat que les maoïstes étaient des petits groupes de jeunes extrémistes inorganisés et que le problème se résumait à une simple affaire de police, sans prendre toute la mesure de l'atmosphère que les milices instaurent peu à peu dans les villages. Il a fallu attendre deux ans pour que les premières opérations concertées soient organisées contre la guérilla et cinq ans pour que des mesures économiques spéciales soient prises au bénéfice des districts affectés. Dans les partis institutionnels, notamment parmi ces « combattants de la liberté » qui avaient passé plusieurs années dans les geôles du régime Panchayat, la légitimité de la démocratie allait de soi et ne pouvait que triompher. La protection effective des citoyens comme responsabilité régaliennne de l'Etat démocratique ne fut prise en compte que trop tardivement. Les communistes modérés d'UML, partagés entre la perspective de supplanter par les élections un Nepali Congress affaibli et un espoir diffus d'acquiescer une place prépondérante dans un éventuel régime instauré par les maoïstes, ne prirent position contre l'insurrection que lorsque leurs propres militants commencèrent à être systématiquement éliminés. Plus largement, jusqu'en 2001, les élites progressistes de Katmandou sont restées persuadées que les actions maoïstes répondaient aux brutalités policières et à la corruption des cercles gouvernementaux. Aux dénonciations des excès policiers et des arrestations arbitraires ne firent guère écho des témoignages sur la terreur que les milices entretenaient dans les campagnes. Avant que les exécutions de civils ne touchent les districts les moins reculés et avant les destructions systématiques des infrastructures et des projets de développement, s'était installé dans de larges catégories de l'opinion le sentiment que les maoïstes corrigeaient les excès d'un régime corrompu et qu'un Etat maoïste ne serait pas pire que l'Etat en place. Sans fournir de soutien positif à la rébellion, une grande partie de la population refusait ainsi son soutien à l'Etat, se considérant en quelque sorte comme étrangère au conflit en cours.

Paradoxalement, en apparence, le même constat s'impose quant à la passivité de l'armée et du palais, une passivité qui a sans aucun doute contribué aux succès militaires du mouvement maoïste. Avant l'automne 2001, l'armée n'était jamais intervenue face aux maoïstes, et en septembre 2000 par exemple un contingent de deux cents soldats posté à Dolpo assista sans réagir à la mise à sac du chef-lieu de

district au cours de laquelle tombèrent quatorze policiers. Malgré les demandes répétées de la part du gouvernement, le roi Birendra, chef suprême de l'armée de par la constitution, aurait toujours refusé que celle-ci intervienne dans le conflit. Plusieurs généraux s'en expliquèrent ouvertement, arguant longtemps que leurs troupes ne pouvaient en aucun cas s'en prendre aux Népalais, puis que l'armée ne saurait être mobilisée que dans le cadre d'un large consensus national.

L'incapacité du gouvernement à mettre fin à ce conflit interne apporte également de solides arguments aux maoïstes car les spectaculaires évictions du premier ministre Deuba en 2002 et 2005, associées à la mise en place de l'état d'urgence et au règne sans partage du roi Gyanendra montrent à la communauté internationale que le Népal est toujours loin d'être un pays démocratique, contrairement aux vœux de « république démocratique » des dirigeants maoïstes.

Comme nous venons de le voir, la rébellion maoïste ne semble pas avoir été déclenchée de l'extérieur et ne semble pas non plus recevoir un réel soutien politique et financier d'états voisins. Les dirigeants maoïstes, en s'appuyant sur les structures et les techniques éprouvées du communisme de combat, ont pu profiter des problèmes sociaux récurrents et du ressentiment de la population vis-à-vis d'un régime qui n'a guère été capable de moderniser le pays, pour étendre leurs zones d'influence et d'autorité sur quasiment les trois-quarts du pays.

### **3. Perspectives.**

Le Népal est aujourd'hui un pays pauvre, peu attractif et qui semble décalé, autant du point de vue de ses structures étatiques archaïques que du conflit anachronique qui s'y déroule. Malheureusement, les événements internationaux récents n'engagent pas à l'optimisme dans cette région du monde.

#### **3.1 Un pays en proie à de graves difficultés économiques**

Le Népal ne parvient pas à sortir de la crise politique dans laquelle il est enfermé depuis des années. Les autorités consacrent une part importante de leur budget à l'entretien de l'armée qui mène la lutte contre la guérilla. Les Etats-Unis, l'Inde et la

Grande-Bretagne soutiennent le pouvoir dans sa lutte en lui fournissant du matériel militaire moderne. Quand aux partis politiques, ils reprochaient au souverain d'avoir supprimé la démocratie parlementaire et d'avoir voulu mettre en place un pouvoir absolu, depuis la dissolution du parlement en octobre 2002, ce que Gyanendra n'a d'ailleurs pas hésité à refaire en février 2005. Les violences ont entraîné la mort de dix mille personnes depuis 1996 et d'importants déplacements de populations. Les conséquences économiques sont de ce fait bien réelles. Afin de fragiliser le pays, les maoïstes visent les infrastructures du pays en détruisant les routes, les ponts et les autres moyens de communication. D'autre part, cette insécurité constante a eu des effets néfastes sur les revenus du tourisme, même si la tendance actuelle semble montrer une reprise certaine dans le secteur<sup>14</sup>.

Le développement économique du Népal et le retour de la croissance dépendent en grande partie de son aptitude à maîtriser la situation interne et à mettre un terme à la guérilla qui sévit depuis 1996, ce qui semble aujourd'hui mal engagé. Les instances internationales maintiennent leur aide malgré l'incertitude, en considérant que le fait de s'attaquer à la pauvreté qui touche deux habitants sur cinq permettrait de réduire les tensions internes. Le Népal dépend encore largement de l'aide extérieure, le FMI et la banque mondiale apportant chacun près de 70 millions de dollars par an. Cette dépendance s'explique par une économie népalaise encore peu développée et peu diversifiée, qui repose sur un secteur agricole très important.

Le tourisme constitue l'autre pilier de l'économie. Grâce à ses huit sommets qui comptent parmi les dix plus hauts du monde, le pays constitue une destination de premier choix pour les amoureux de la montagne. Cette activité a permis de recueillir 150 millions de dollars en 2003 grâce à une hausse de près de 10% du nombre de visiteurs. Le soutien financier des expatriés est également loin d'être négligeable puisqu'il atteignait en 2003 820 millions de dollars, soit 14% du PIB. Ces entrées ont permis de maintenir la balance des paiements dans le vert, malgré un déficit commercial en augmentation.

Les autorités semblaient s'être engagés sur la voie des réformes. En juin 2003, elles avaient annoncé leur stratégie de lutte contre la pauvreté qui se fixe pour objectif de

---

<sup>14</sup> Les maoïstes ne se sont encore jamais attaqués aux « trekkeurs ». Ces derniers sont de toute façon rackettés de façon indirecte, l'impôt révolutionnaire étant versé par les agences de voyage locales.

ramener le taux des personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté de 40 à 30% d'ici à 2007, grâce à un programme d'investissements qui permettra de soutenir la croissance.

Le gouvernement a aussi tenté de rationaliser la fiscalité tout en s'attachant à soutenir les secteurs clés. Un plan de privatisations avait été lancé pour neuf entreprises publiques. Une réforme de la gestion des banques avait également été envisagée avec le concours du FMI. Une politique de lutte contre la corruption a également été mise en place, instaurant notamment une cour spéciale. Le Népal joue également la carte de l'intégration du commerce international en devenant en 2003 le cent quarante septième membre de l'organisation mondiale du commerce.

En multipliant les initiatives économiques, les autorités ont ainsi cherché à créer les conditions d'une certaine stabilité macroéconomique qui permettrait un taux de croissance suffisant pour réduire la pauvreté. Ce dernier est encore trop insuffisant pour permettre une telle amélioration, et on peut se demander quelle va maintenant être la nouvelle politique du roi après le coup de force de février 2005. Quoiqu'il en soit, la situation économique globale du pays reste plutôt morose et rien ne permet d'envisager un redressement à court terme.

### **3.2 Comment allier démocratie et royauté au vingt et unième siècle?**

Comme on l'a vu, le royaume du Népal est resté isolé du reste du monde jusqu'à la fin des années soixante, disposant jusque là de structures sociales héritées du moyen-âge. Dynastie autoritaire jusqu'en 1990, le pouvoir s'est ensuite appuyé sur des structures démocratiques qui rentraient directement en conflit direct avec celles traditionnelles très hiérarchisées qui caractérisent les sociétés hindoues. Depuis 1990, le pays a traversé une période critique car il est rentré sans véritable transition dans l'ère de la modernité. La constitution est bien démocratique : elle garantit les libertés fondamentales et prévoit l'égalité des chances entre les différentes composantes de la société. Le problème est que les partis politiques, qui avaient, jusqu'au coup d'état de février 2005, la responsabilité de mise en œuvre de cette démocratie, manquaient eux-mêmes de structures démocratiques. Leurs dirigeants étaient amenés à adopter des comportements de type « démocratie à l'occidentale » alors qu'ils sont toujours profondément enracinés dans un mode de pensée où dominent les principes de

hiérarchie et de privilège de caste et de classe. D'où les nombreux dysfonctionnements, la difficulté de mettre fin à la corruption et au clientélisme.

Ainsi le rapport de la commission des droits de l'homme des Nations-Unies a remarqué que « beaucoup des obstacles que le Népal doit surmonter dans le domaine des droits de l'homme sont dus à des difficultés d'harmonisation des dispositions juridiques et des procédures administratives existantes avec les normes relatives aux droits de l'homme énoncées dans la constitution ».

De manière générale, la population, y compris nombre de ses intellectuels, a été frustrée de « l'expérience démocratique » qui aura duré une dizaine d'années. Cette expérience ne l'a pas sortie de la pauvreté. Seuls certains politiciens particulièrement avisés et certaines grandes familles des hautes castes ont tiré leur épingle du jeu. Pour la population, « démocratie » équivaut à « développement » ; or le développement s'est fait attendre, à l'exception certes de la vallée de Katmandou. Il n'existe pratiquement pas d'infrastructures de transport dans les zones de collines où vivent les 2/3 des népalais, pas d'infrastructures sanitaires et sociales dans les villes de province et donc, pour la majorité des népalais, la démocratie n'a apporté aucun progrès social ou économique. C'est pourquoi beaucoup d'entre eux sont sensibles au discours des maoïstes et que, sans pour autant adhérer au mouvement rebelle, une bonne partie du peuple soutient passivement les revendications de ces derniers.

Il apparaît donc aujourd'hui que si les jours de la royauté sous sa forme actuelle sont comptés à plus ou moins long terme, l'instauration d'un vrai régime démocratique à Katmandou n'est pas pour demain car la démocratie est le fruit d'un lent processus et celui-ci ne s'est amorcé qu'en 1990 au Népal sous la pression populaire.

Comme nous l'avons vu précédemment, le principal handicap du Népal, en sus de ses problèmes internes, réside en son environnement géopolitique complexe. Or celui-ci s'est encore compliqué depuis les événements du 11 septembre 2001.

### **3.3 Le Népal : une étape de l'encerclement de la Chine par les Etats-Unis.**

Les attentats du 11 septembre 2001 ont contraint les Etats-Unis à porter leurs regards vers l'arc himalayen et, en intervenant militairement en Afghanistan à déployer des

troupes à proximité du territoire chinois. L'arrivée des américains dans cette zone est un facteur nouveau qui pourrait amener à la détérioration des relations entre ces deux grands. Si les relations commerciales entre les Etats-Unis et la Chine ont connu une nette amélioration, Washington jouant notamment en faveur de l'entrée de Pékin à l'OMC<sup>15</sup>, les tensions stratégiques demeurent.

Dans ses "plans" nucléaires, rendus publics par le Los Angeles Times début mars 2002, le Pentagone visait la Chine, au même titre que les Etats de l'"axe du mal" et la Russie (afin d'éviter l'"accident" nucléaire).

Que Pékin se trouve sur cette liste n'a rien d'étonnant, Washington ayant toujours soupçonné la Chine de favoriser la prolifération nucléaire, et de poursuivre des ambitions territoriales, notamment vis-à-vis de Taiwan.

Ce qui est en revanche nouveau, c'est que les Etats-Unis mettent en place un véritable réseau d'Etats alliés ou amis dans la région, ce qui pourrait avoir pour effet non seulement d'encercler la Chine, mais surtout de la priver de son hégémonie en Asie. Cette stratégie, qui n'en est pas encore véritablement une, mais le deviendra dès lors que des forces armées américaines seront déployées en permanence en Asie centrale, peut être comparée au "*containment*" instauré par l'administration Truman dès le début de la Guerre froide, avec pour objectif d'encercler le bloc communiste.

Dans le cas présent, outre la dissuasion nucléaire, les signes ne trompent pas, et se sont faits de plus en plus nombreux depuis l'opération en Afghanistan et la disparition du régime des Taliban. Cette campagne militaire fut ainsi l'occasion de renouer des contacts avec le Pakistan qui, en échange de la suspension des sanctions en vigueur depuis 1998 (date de ses essais nucléaires) et d'une aide économique renforcée, a accepté de se joindre à la coalition antiterroriste de George W. Bush. Islamabad redevient ainsi un solide allié de Washington dans la région, ce qui risque à terme d'atténuer la relation Pakistan Chine renforcée après la fin de la Guerre froide, et que les autorités américaines n'ont jamais regardée d'un bon oeil.

Le rapprochement Washington-New Delhi est avéré depuis plusieurs années, et ce malgré les sanctions semblables à celles contre le Pakistan, pour les mêmes raisons, et levées en même temps. Toutes deux puissances nucléaires, et traditionnellement rivales, l'Inde et le Pakistan font désormais partie des alliés de Washington, comme le rappelle souvent George W. Bush.

---

<sup>15</sup> Organisation mondiale du commerce

Dans le même temps, la présence américaine s'est considérablement renforcée en Asie centrale. C'est le cas en Afghanistan bien sûr, mais surtout en Ouzbékistan et au Turkménistan, où des bases permettront à terme aux forces armées américaines de stationner de façon permanente dans la région.

Outre les conséquences pour la stabilité dans un secteur que Zbigniew Brzezinski considérait déjà en 1997 comme essentiel, une présence américaine au Turkménistan n'est pas sans conséquence vis-à-vis de la Chine. La région autonome du Xinjiang, frontalière des Etats d'Asie centrale, est en proie à des troubles depuis plusieurs années, et Pékin a toujours cherché à renforcer sa présence chez ses voisins afin de couper toute base arrière aux groupes indépendantistes. Les forces américaines compliqueraient la tâche et, pis encore, pourraient même changer la donne dès lors que Washington déciderait de soutenir certains mouvements au nom de valeurs démocratiques. Plus récemment, le Népal a fait parler de lui en se tournant vers Washington pour lui demander une aide militaire dans sa lutte contre les forces maoïstes. Limitrophe du Tibet, et quasiment seule voie d'accès à la région autonome sous contrôle chinois depuis le sud, le petit royaume himalayen intéresse fortement les Etats-Unis, et ravit les nombreux réfugiés tibétains qui pourraient en tirer profit. Pour la première fois, à l'exception de l'Asie orientale, les Etats-Unis se retrouvent aux portes de la Chine communiste, dans des régions ayant toujours échappé à leur contrôle, à la fois du fait de la présence soviétique, mais également en raison de la méfiance de New Delhi.

Inutile de préciser que l'aide fournie au Népal n'a rien d'un geste de charité, il s'agit bel et bien d'un redéploiement stratégique, avec des ambitions sur le long terme. Pékin n'a pour l'instant réagi que sporadiquement en se désolidarisant des groupes maoïstes népalais, accusés de trahir la pensée du "Grand timonier", mais nul doute que l'attitude ne sera pas la même le jour où des experts militaires américains atterriront à Katmandou.

## **Conclusion**

Au regard des différents événements qui se sont succédés au Népal tout au long de son histoire, ce pays a constamment joué sa survie en jouant de l'antagonisme existant entre l'Inde et la Chine.

Ecartelé entre ses problèmes internes, qu'ils soient d'ordre social, économique ou politique, ses problèmes existentiels vis-à-vis de la Chine et de l'Inde, et la rivalité grandissante entre la Chine et les Etats-Unis, le Népal reste et restera en proie à ces mêmes difficultés dans les années à venir.

Pays enclavé et donc directement dépendant des pays frontaliers pour son approvisionnement en ressources, le Népal n'a guère le choix et doit se tourner alternativement vers l'un ou l'autre de ses puissants voisins pour préserver son identité nationale. Dans cet environnement complexe et mouvant, **la Chine ne joue, pas plus que l'Inde sans doute, un rôle actif dans le soutien de la guérilla maoïste.** Il est cependant clair que le Népal n'est pour ces deux pays qu'un pion sur le grand échiquier stratégique de la région, et qu'ils n'hésitent pas à s'y impliquer davantage et à pousser leurs pions dès que leurs intérêts sont en jeu.

En ce qui concerne les problèmes internes, il est troublant de remarquer que les maoïstes partagent avec le roi un fort sentiment national. Au-delà des idéaux sincères des militants, doublés il est vrai de certains avantages sociaux et économiques que leur donne l'application de leur système, c'est bien la restauration d'un Etat-nation fort qui préoccupe les maoïstes, autant que l'émancipation des classes opprimées.

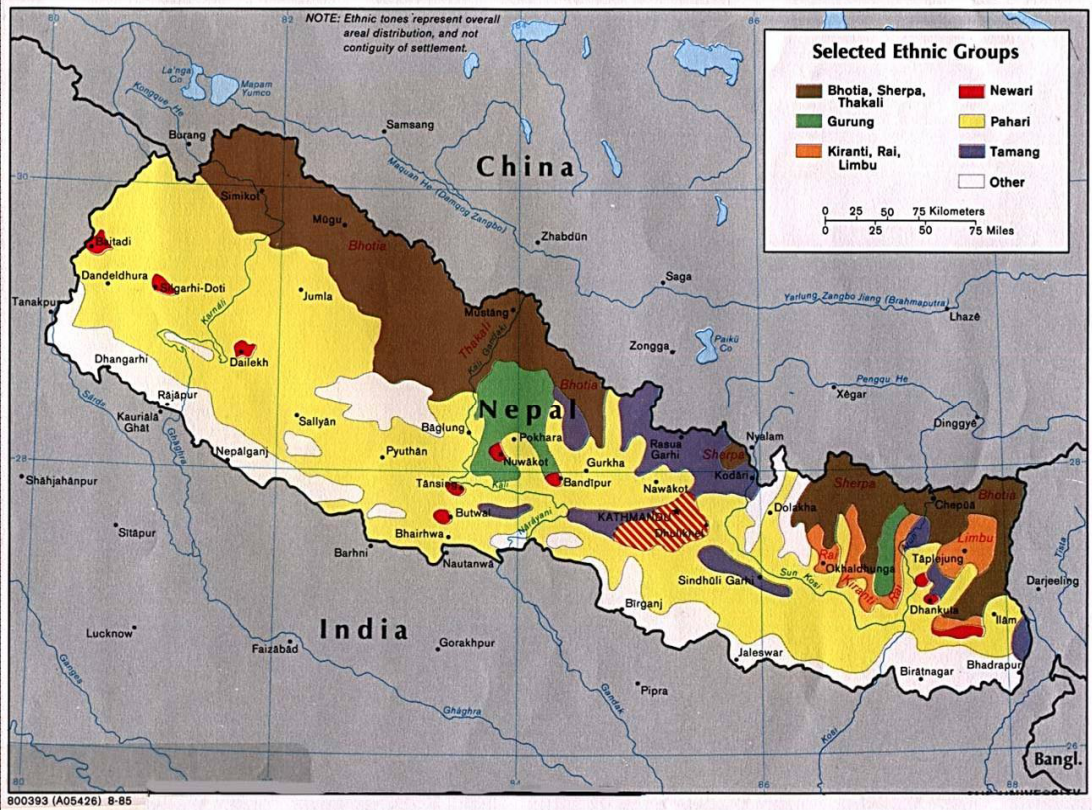
En 1997 par exemple, Baburam Bhattarai attribuait à la propagande réactionnaire la réputation pacifique des Népalais. Une des responsabilités majeures du parti consistait à permettre que la violence séculaire des Népalais puisse s'exprimer à nouveau. D'autres idéologues maoïstes situent la guerre populaire dans la filiation directe des campagnes militaires par lesquelles le Népal fut constitué aux dix-huit et dix-neuvième siècles. Hormis les difficultés objectives de l'économie, cette frustration trouve sa source dans les circonstances de la formation de cet Etat et dans la situation géopolitique particulière du Népal, entre deux puissances régionales. La forteresse assiégée par laquelle les fondateurs se représentaient leur royaume hante toujours les esprits : le Népal conquérant, dernier Etat hindou de la planète<sup>16</sup>, forgé par la bravoure et l'ascétisme des Ghorkalis, est devenu un pays faible et attardé, entre une Chine dont la méconnaissance totale autorise tous les fantasmes et une Inde objet de tous les ressentiments mais aussi de tous les modèles.

---

<sup>16</sup> Le Népal était encore défini comme « Etat hindou » dans le préambule de la constitution de 1990.

**CARTOGRAPHIE**

Annexe 1 : cartes du Népal



Annexe 2 : Le Népal dans son environnement géopolitique





Annexe 4 : L'arc de crise himalayen



## **BIBLIOGRAPHIE**

### **LES OUVRAGES.**

- ❖ Barthélémy Courmont, *les leçons du 11 septembre* (PUF)
- ❖ Christophe Jaffrelot, *Géopolitique de l'Inde*, (édition du CNRS)
- ❖ Jean-Vincent Brisset, *La Chine. Une puissance encerclée ?* (PUF 2002).
- ❖ Sous la direction de Roger Brunet, *Géographie universelle*, (éditions Belin reclus).
- ❖ Aymeric Chauprade, *Géopolitique*, (éditions ellipses.2003)

### **LES PRINCIPAUX ARTICLES**

- ❖ Cédric Gouverneur, le monde diplomatique / novembre 2003, *Au Népal, la « guérilla du peuple des nouveaux maoïstes »*
- ❖ Philippe Ramirez, *Géopolitique* numéro 27, *D'où viennent les maoïstes ?*.
- ❖ Françoise Donnay, note d'analyse du GRIP<sup>17</sup>, *Les exportations d'armes vers le Népal sont-elles conformes à la loi de 1991 ?*

### **LES SITES**

- ❖ <http://www.nepalnews.com>
- ❖ <http://www.atimes.com>
- ❖ <http://www.ipcs.org>

---

<sup>17</sup> Groupe de recherche et d'information sur la paix et la sécurité (Bruxelles)

# TABLE DES MATIERES

## LA CHINE JOUE-T-ELLE UN ROLE DANS LE SOUTIEN DE LA GUERILLA MAOISTE AU NEPAL ?

<b>Introduction</b>	p1
<b>Première partie : l'environnement géopolitique du Népal</b>	p2
Rappel historique	p2
Le triptyque Népal-Chine-Inde	p4
La vision géopolitique de la Chine	p9
La vision géopolitique de l'Inde	p11
Les relations entre l'Inde et la Chine aujourd'hui	p12
<b>Deuxième partie : le mouvement maoïste au Népal.</b>	p15
Les origines du mouvement	p15
Le berceau de la guerre populaire	p17
Déroulement du conflit	p20
Comment et pourquoi la rébellion s'est étendue	p22
<b>Troisième partie : perspectives</b>	p24
Un pays en proie à de graves difficultés économiques	p24
Comment allier démocratie et royauté au vingt et unième siècle?	p26
Le Népal : une étape de l'encerclement de la Chine par les Etats-Unis	p27
<b>Conclusion</b>	p29
<b>Annexes</b>	p31
<b>Bibliographie</b>	p35